

Colloque 10 octobre 2018 - Institut Français de Budapest

Les soldats français réfugiés en Hongrie (1940-1945)

Introduction [René Roudaut]

C'est à l'emplacement même de l'Institut Français de Budapest où nous sommes réunis ce soir que se dressait le bâtiment de la Légation de France, Fő utca 17, détruit pendant les bombardements de fin 1944. Ce bâtiment a vu passer la plupart des 1200 prisonniers de guerre évadés des stalags et oflags d'Allemagne et d'Autriche ou du camp de Rawa Ruska en Pologne qui ont trouvé refuge en Hongrie entre 1940 et 1944.

Le sujet est passionnant, mais a jusqu'ici été peu étudié et reste largement ignoré de nos compatriotes français. Seuls quelques témoignages nous sont parvenus : *Le pont de la liberté* (1980) de Paul Lemaire premier président de l'Amicale des évadés français de Hongrie, *les Souvenirs d'un attaché militaire* du Colonel André Hallier qui était en fonction auprès de la Légation de 1942 à 1945, la recension de MM Fertier et Lemaire, *Refuge en Hongrie* (1946), *Ego sum gallicus captivus* de André Lazar. Saluons donc la publication récente de la thèse de doctorat de Viktoria Müller sur les relations franco-hongroise de 1940 à 1944 et de l'ouvrage de M. Istvan Lagzi, « *Réfugiés français en Hongrie, 1940-1945* », en espérant que ce colloque suscitera de nouvelles recherches et publications en France également.

L'étude de cet épisode est une sorte de kaléidoscope des relations franco-hongroises qui fait apparaître sous un jour inhabituel les aspects politiques, juridiques, militaires et humains de ces relations.

Ayons d'abord à l'esprit les diverses phases de cet épisode.

Dans un premier temps, en 1940 et 1941, règne une certaine confusion. Le premier évadé français, Jules Belamonte, arrive le 31 août 1940 à Szombathely, plongeant les autorités hongroises dans la plus grande perplexité. La Hongrie, en effet, est alliée de l'Allemagne, mais n'a jamais déclaré la guerre à la France. Aussi, les premiers évadés ne savaient absolument pas le sort qui leur serait réservé à leur arrivée sur le territoire hongrois. La décision est finalement prise en octobre 1940 de ne pas renvoyer les prisonniers en Allemagne –plusieurs dizaines d'évadés étaient arrivés entre-temps en Hongrie-, et la nouvelle est évidemment rapidement relayée dans les camps de prisonniers.

A partir de 1942 et jusqu'en 1944 plusieurs centaines d'évadés des camps ou du STO (Service du Travail Obligatoire) passent la frontière et sont accueillis en Hongrie. On évalue à 1200 le nombre de ces prisonniers dont certains ont réussi ensuite à quitter la Hongrie via la Yougoslavie, pour rejoindre le Proche-Orient ou l'Afrique du Nord.

La situation militaire au nord de la Yougoslavie à partir de septembre 1942 met fin à cette possibilité de rejoindre les autres fronts et plus de 800 militaires français resteront ainsi bloqués en Hongrie jusqu'au début de l'année 1945. Ils sont d'abord regroupés à Selyp –certains étant détenus dans la forteresse de Komarom, puis à Balssagyarmat et enfin à Blatonboglar où deux hôtels et plusieurs villas leurs sont affectés. Les appellations de « gyütötabor », camp de rassemblement, et d'« internalo tabor », camp d'internement, ne rendent pas compte de la grande liberté dont ces évadés ont bénéficié, insérés professionnellement et humainement dans

l'économie et la société hongroises. Le drapeau français, la statue de Sainte-Thérèse de Lisieux et une stèle à l'intérieur de l'église de Balatonboglar rappellent de manière touchante les liens noués avec la France.

La situation est radicalement différente à partir du 15 mars 1944 quand les troupes allemandes envahissent la Hongrie. Les autorités allemandes interviennent pour faire arrêter les évadés français, mais la plupart réussissent à se cacher, aidés par la population hongroise et le manque de zèle, voire le refus de coopération des autorités hongroises, comme le Premier Ministre Kallay en donne quelques exemples dans ses *Mémoires*. La situation se dégrade encore avec la prise de pouvoir de Szalasi et des « Croix fléchées » le 15 octobre 1944.

Le siège de Budapest par l'Armée soviétique à partir du 25 décembre 1944 est particulièrement terrible pour les habitants qui sont contraints de se terrer dans les caves jusqu'à la fin des combats le 11 février 1945. Les évadés français sont alors regroupés à Tura, près de Hatvan, et sont progressivement évacués par train, la plupart vers Odessa d'où ils embarquent pour Marseille. Plusieurs récits inspirés de faits réels –par exemple *Le dernier bateau d'Odessa* d'Erzsébet Fuchs - racontent cet exode dramatique où les militaires français qui s'étaient mariés à des hongroises se heurtent à d'innombrables difficultés pour quitter la Hongrie avec leurs épouses.

Un autre aspect intéressant de cet épisode historique est la question juridique du statut des prisonniers de guerre réfugiés au regard du droit international.

A l'arrivée du premier prisonnier de guerre on a assisté à un intéressant chassé-croisé administratif au sein des administrations hongroises, la 21^{ème} section du Ministère de la Guerre, le Ministère de la Justice et le Ministère de l'Intérieur. C'est finalement un décret signé le 17 octobre 1940 par un agent du Ministère de la Guerre, Zoltan Bald, qui, lassé des atermoiements des autres ministères décréta que « Jules Belamonte [recevait] les mêmes traitement, logement et solde selon son grade militaire que les internés polonais. » En d'autres termes, les dispositions des conventions de La Haye et de Genève relatives à l'accueil des réfugiés s'appliquaient à l'égard des évadés français des camps d'Allemagne et d'Autriche.

Plusieurs autres éléments qui ne sont pas seulement anecdotiques méritent également d'être cités : l'attaché militaire français auprès de la Légation française transmettait régulièrement aux évadés des messages de félicitation du gouvernement de Vichy, car on le sait, le premier devoir d'un militaire emprisonné est de chercher à s'évader. Ce même attaché militaire remettait aux militaires évadés une solde du gouvernement de Vichy, qui s'ajoutait à l'allocation versée par les hongrois. Ainsi un officier recevait en tout 17 pengö par jour et l'homme de troupe 20 filler. Enfin, il faut rappeler l'étonnant épisode symbolique que fut la célébration à Balatonboglar de la cérémonie du 14 juillet 1943, avec prise d'armes et parade militaire devant les couleurs françaises en présence d'autorités hongroises, du Nonce apostolique Mgr Rotta plus tard nommé « juste parmi les nations », et du Capitane André Hallier. Ce fut la seule manifestation de ce genre en Europe. En effet, à partir de novembre 1942, à la suite du débarquement allié en Afrique du Nord, l'Armée d'armistice avait cessé d'exister: les Allemands avaient envahi la « zone libre » le 11 novembre 1942, et les unités restées en métropole avaient été dissoutes sur ordre d'Hitler le 27 novembre 1942.

Au-delà des aspects juridiques et des décisions des autorités hongroises il convient de souligner le rôle tout aussi essentiel des individus qui, sans attendre d'obtenir telle ou telle autorisation,

ont couru le risque de poser des actes courageux et de tout mettre en œuvre pour faciliter l'accueil et l'intégration de ces prisonniers de guerre évadés.

L'accueil de la population hongroise a ainsi été particulièrement bienveillant et chaleureux, permettant le travail des militaires français dans tous les secteurs de l'activité économique et sociale hongroise : dans les usines, la restauration et les services hôteliers, dans l'enseignement où l'on a compté près de 300 professeurs et précepteurs. L'Université et le Eötvös Kollegium ainsi que de très nombreuses institutions religieuses ont joué un rôle très actif dans cet accueil : le collège des Prémontrés de Gödöllő, les Maristes du Collège Champagnat, le Collège jésuite et l'Ecole de filles de Notre-Dame de Sion.

La Légation de France a également été très active pour l'accueil et l'insertion des militaires français, à commencer par l'Ambassadeur Robert de Dampierre qui remit sa démission au gouvernement de Vichy le 11 novembre 1942. Les autorités hongroises lui délivrèrent un laissez-passer diplomatique mais il ne put finalement pas quitter la Hongrie et resta à Budapest avec son épouse jusqu'en mars 1944. Ils furent brièvement internés en 1944. La Légation fut ensuite tenue par Jules Brévié, ministre de l'Outre-mer et des Colonies dans le Gouvernement de Pierre Laval, jusqu'à la fermeture de l'ambassade le 5 décembre 1944.

Le Consul de France, Sylvestre Nugues-Burchat, ancien de l'Armée de Franchet d'Esperey, marié à une hongroise, aida également à l'établissement de documents officiels et non officiels.

Il faut, bien sûr, mentionner les attachés militaires, d'abord le Lieutenant-Colonel de Mierry puis surtout à partir de 1942 le Lieutenant-Colonel André Hallier qui jouèrent un rôle central dans la délivrance des secours, l'établissement de faux papiers pour ceux qui se risquaient à traverser les frontières. Certains vers le sud ; d'autres vers le nord pour rejoindre les maquis slovaques. C'est ainsi que deux officiers bretons, les Lieutenants Georges de Lannurien et Michel de la Roncière organisèrent une filière d'évasion permettant de constituer une compagnie française qui perdit 55 hommes dans les combats de libération de la Slovaquie aux côtés des maquisards slovaques et de l'armée soviétiques. Notons qu'un jeune attaché commercial de la Légation, M. Lehman, fit partie de cette compagnie.

Enfin, Paul Giraud, un français prisonnier évadé de la première guerre mondiale, installé en Hongrie comme industriel dans le textile, participa à la création d'un « Comité de Gaulle » qui oeuvra pour améliorer le sort des prisonniers de guerre hongrois internés en France à la fin de la guerre.

A ce propos, on ne peut passer sous silence la différence de traitement que la France a réservé aux prisonniers de guerre hongrois. On se souvient du récit *Fekete kolostor* d'Aladar Kuncz qui décrivait les conditions inhumaines infligées aux prisonniers incarcérés à l'île d'Yeu ou dans la forteresse de Noirmoutier pendant la première guerre mondiale. Fin 1944, 12 000 hongrois poussés avec la Wehrmacht dans une fuite vers l'ouest, furent faits prisonniers par les Alliés et retenus en France. C'est alors que les membres de « l'Amicale des Evadés français en Hongrie », présidée par Paul Lemaître, choqués par la méconnaissance du rôle de la Hongrie dans l'accueil des évadés français, menèrent une campagne très active – memorandum adressé au Général de Gaulle, alerte de la Croix Rouge internationale, interventions directes auprès des directeurs de camps et de prisons ainsi qu'une vaste campagne de presse à laquelle participèrent Gabriel Marcel et Vercors- qui permit peu à peu d'élargir les prisonniers hongrois et de leur

permettre d'avoir le statut de travailleurs libres avant leur rapatriement en Hongrie à partir du printemps 1946 .

L'histoire des prisonniers de guerre français en Hongrie pendant la deuxième guerre mondiale mériterait de plus amples développements et, sur de nombreux points, des nuances que cette brève introduction ne permet pas de restituer. On retiendra surtout qu'elle fut l'illustration d'une conjonction heureuse entre un Etat qui a, sur ce chapitre des réfugiés, respecté le droit et les conventions internationales et une population qui a fait preuve de générosité et de bienveillance.

Même s'il faut éviter de comparer des périodes et des contextes très différents, cet épisode pourrait nous donner des éclairages utiles sur l'attitude de nos pays face au problème des réfugiés de notre époque, mais aussi inspirer les rapports franco-hongrois à un moment où tant d'incompréhensions réciproques pèsent sur nos relations.

René Roudaut